

## **ENQUÊTE PUBLIQUE sur le projet d'extension de la ligne de tramway sur les communes d'Annemasse, Gaillard et Ambilly.**

« Avis d'ouverture d'enquête publique : Le Préfet de la Haute Savoie informe le public qu'il a prescrit sur le territoire des communes d'Annemasse, Gaillard et Ambilly une enquête publique relative à

- la demande de déclaration d'utilité publique du projet d'extension de la ligne de tramway Moëllesulaz-Annemasse sur les communes d'Annemasse, Gaillard et Ambilly
- l'enquête parcellaire
- la demande d'emise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme des communes de Gaillard et d'Annemasse. »

Consultation du 12 août au 25 septembre 2013.  
Présentation et dossier et téléchargeable à cette adresse  
<http://www.annemasse-agglo.fr/letram/>

Annemasse, le 18 septembre 2013

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

L'association Oïkos Kaï Bios dont le siège est à Annemasse souhaite s'exprimer sur le projet de prolongement du tramway genevois sur le territoire français.

En premier lieu, nous nous étonnons de ne pas avoir été conviés à la réunion prévue le 22 janvier à Ambilly. En effet, nous lisons (document F, 2.4 les réunions d'échange, page 7/46) que les différentes associations, soit 90, y ont été invitées. Nous sommes en effet connus par les élus locaux pour avoir apporté des contributions lors des autres enquêtes publiques, en particulier BHNS et CEVA, et notre association est inscrite à la maison des associations d'Annemasse depuis 2007.

En ce qui concerne la présente enquête, le retour de ce mode de transport devrait nous réjouir, cependant :

- D'une part, ce projet est fort onéreux, trois fois le coût de la ligne de BHNS.

En ces temps difficiles où chacun est invité à faire des économies, comment accepter un tel projet qui va

- rendre des services moindres : plusieurs stations vont disparaître
- surenchérir probablement le coût du billet de transport

Ceci risque de rendre ce mode de transport moins attractif.

Localement, les gens marcheront : quand on est rue Zola, aller à la Croix d'Ambilly est un long parcours. De même, un usager qui va en ville de la station « acacias » ira à pied ou, s'il a une voiture, l'utilisera.

- D'autre part, l'impact environnemental est loin d'être négligeable : disparition programmée d'arbres

- les magnolias de la Croix d'Ambilly, si la réalisation est conforme aux annonces lors des réunions publiques
- une partie du parc de la Résidence du Parc, rue du Parc, espace boisé classé
- un magnifique platane rue transversale près de la Croix d'Ambilly

et circulation déviée sur des secteurs résidentiels aujourd'hui calmes

De surcroît, nous nous interrogeons sur la participation financière de la Suisse. En effet, les fonds qui devraient être versés chaque année n'ont-ils pas quelque retard dont Monsieur DUPESSEY, Maire d' Annemasse s'est inquiété (Messenger du 11 avril 2013, **annexe 1**).

Dans ce sens, nous ne comprenons pas que le choix du BHNS n'ait pas été fait sur ce parcours.

Après ces considérations générales, nous allons porter nos commentaires sur des points plus précis.

**E1 p 5/26**, au point 3.2 Concertation préalable, dernier paragraphe

« la concertation....s'est principalement déroulée avec la population.... »

Notre sentiment et celui de plusieurs sympathisants de l'association, lors de ces réunions, a été que tout était décidé. Notamment le projet lui-même ne pouvait être contesté. Ce sentiment a été confirmé lors des conseils communautaires qui ont traité du sujet. Nous y avons été présents pratiquement à chaque réunion.

Nous regrettons qu'un référendum n'ait pas été organisé pour connaître l'avis des citoyens. Pour exemple, lors de la demande d'ouverture d'une carrière à Reyvroz, le Maire a interrogé la population et s'est rangé derrière son opinion (« Reyvroz Touche pas à ma montagne ! Le plan de carrière mis à mal », le Faucigny du 27 juin (**annexe 2**), et <http://lesamisdela chapelledespas.blogspot.fr/p/information-utile.html>).

Le document **E4**, Etat de l'environnement, évoque un parcours public peu arborisé, avec un apport en verdure par les espaces privés. Dans ce sens, il convient de préserver ces havres de paix que constituent arbres et jardins. Ils participent à la bonne santé mentale des citoyens et, par conséquence, à de meilleures relations entre les gens. Le bétonnage et les alignements d'immeubles d'esthétique contestable, comme le montrent diverses études, attisent la violence et contribuent à une perte de qualité de vie.

**E6 page 8/112** La présence végétale le long de la plateforme du tramway

Nous notons que 195 arbres seront supprimés, 25 conservés, 234 seront plantés. Certes, le bilan comptable est positif, apparemment de nombreux nouveaux arbres « remplaceront » ceux qui sont condamnés.

Pour notre part, c'est encore considérer les arbres comme du matériel urbain alors qu'un arbre est un être vivant. Les arbres font partie de l'histoire des habitants et détruire ce patrimoine est une atteinte à la vie. De plus, la taille des nouveaux arbres sera probablement plus réduite que celle des arbres existants, d'où de moindres effets contre la pollution et moins d'ombre par temps de canicule.

**E6, pages 68, 71, 75, 77, 81 et 88/112**, il est question de voies engazonnées.

Si l'aspect visuel peut sembler une alternative intéressante au bétonnage et goudronnage coutumiers, quel est son mode d'entretien ? L'impact en CO<sup>2</sup> a-t-il été pris en compte dans les calculs mentionnés au point F, évoqué plus loin.

Par ailleurs, quel est le coût de son entretien ?

Ces détails ne semblent pas avoir été pris en compte.

**F ANNEXES page 21/46** le gain de CO<sup>2</sup> et la moindre pollution.

Certes, l'électricité utilisée est, dans le contexte actuel des calculs, moins polluante que le diesel. C'est,

- d'une part oublier la provenance – les centrales nucléaires – dont on « oublie » les impacts sur l'environnement et la dangerosité
- d'autre part poser en face de l'électricité le seul mode « Diesel » de la majorité des bus, ce qui est réducteur.

Comme nous l'avons largement mentionné lors de l'enquête publique sur le projet de BHNS, d'autres carburants comme le GPL ou le GNV offrent bien des avantages. Nous regrettons qu'ils soient à ce point ignorés.

**Page 24/46**, les arguments avancés pour une alternative au projet par une ligne de bus ne nous ont pas convaincus, pas plus que ceux, page 25/46, assurant une baisse des déplacements par véhicules individuels. Comme nous l'avons mentionné en préambule, la baisse de desserte (moins d'arrêts qu'en l'état actuel) n'encouragera pas à utiliser les transports en commun.

**En conclusion,**

**Nous souhaiterions d'abord savoir ce qui a motivé notre mise à l'écart de la réunion du 22 janvier destinée aux associations.**

**Plus de détails sur les voies engazonnées auraient été bienvenus.**

**Compte tenu des nouveaux transports (CEVA, BHNS), de la moindre desserte en regard des arrêts de bus actuels, de l'impact sur l'environnement (sacrifice d'arbres qui sont aujourd'hui des repères visuels apaisants dans un environnement plutôt ingrat) et enfin du coût fort élevé de l'extension de tramway, nous considérons que l'argent public aurait été mieux utilisé en réaménageant de la ligne de bus, éventuellement de type BHNS en choisissant des bus fonctionnant au GPL/GNV.**

Nous vous remercions de l'intérêt que vous avez porté à notre contribution,

Recevez, Monsieur le Commissaire Enquêteur, nos salutations respectueuses.

Pour l'association, la présidente

En annexe, deux articles de presse :

- le Messenger du 11 avril 2013 « L'agglo et tous les EPCI de l'Arc attendent les financements de Genève ».
- le Faucigny du 27 juin 2013, « Reyvroz Touche pas à ma montagne ! Le plan de carrière mis à mal »,

Association **OÏKOS KAÏ BIOS Patrimoine Nature et Vie**,  
Membre du Bureau des conseils consultatifs de la ville d'Annemasse.  
1, place de la Libération, Passage Bleu  
74 100 Annemasse,  
[www.oikoskaibios.com/](http://www.oikoskaibios.com/)

# « L'Agglo et tous les EP CI de l'ARC attendent les financements de Genève »

## En matière de financement

d'infrastructures transfrontalières et de création de logements, Genève ne tient pas toujours ses engagements. Pourquoi ? La situation peut-elle se améliorer du va-t-elle se détériorer ? Alors que certains élus n'hésitent plus à faire entendre leur mécontentement, nous avons souhaité donner la parole au président de l'ARC, Robert Borrel, l'un des "pères fondateurs" de ce qui est devenu aujourd'hui le Grand Genève.

Genève devait verser 240 M € sur 10 ans pour cofinancer des équipements structurants côté français mais elle semble faire machine arrière... Je suis sûr que non, il n'y a pas de restrictions des 240 M € sur 10 ans. Il y a simplement une lenteur, très grande au début, qui fait que ce ne sera pas 24 M € par an. Donc si on prend du retard les premières années, ça sera rattrapé, c'est évident.

Pourtant, le maire d'Annemasse, Christian Dupressy, se plaignait en disant « nous devrions au total recevoir 115,5 M € pour 2013, c'est la bouteille à moitié pleine » : il y a donc bien quand même un problème quelque part puis-je le permettre même de rajouter « mais que l'on ne nous dise pas qu'il s'agit d'un cadeau fait à la France, ces projets sont une nécessité pour le Grand Genève et tous ses habitants, qu'ils soient Suisses ou Français »...

Et il a raison ! Bien sûr que ce n'est pas un cadeau fait à la France, c'est une nécessité pour l'équipement du Grand Genève et je suis entièrement d'accord avec lui. Et je suis aussi d'accord avec lui sur le fait que 11 M € par rapport à 24 €, c'est une bouteille à moitié vide ou à moitié pleine. C'est un démarrage difficile effectivement mais pour des raisons qui sont parlantes, compréhensibles : il y a des élections en attente des deux côtés, beaucoup de politiques à Genève, alors ce n'est pas toujours très évident de faire avancer les choses. Moi, je rencontre des conseillers d'Etat et des représentants du Grand Conseil, c'est-à-dire des gens qui ont très officiellement des missions dans le projet, et je ne les trouve pas fermés. Du tout, je crois au contraire qu'ils essaient de bien faire mais il y a des difficultés que l'on combat dans tous les chantiers vous savez. Ce n'est pas mystérieux.

Certes mais on a l'impression d'attendre un peu tous les jours le même discours depuis 10 ans : vous avez déjà dit la même chose pour le logement avec des engagements dans ce domaine et ils n'ont pas été respectés et vous avez signé le second. Projet d'agglomération alors que certains élus français, notamment Bernard Gaud, qui s'est plusieurs fois empoigné sur le sujet, menaçait de ne pas le faire pour... Vous n'arrivez pas à les pousser à tenir leurs engagements ? Je comprends parfaitement monsieur Blanc que vous devez tracer le point de vue des ob-

servateurs qui sont curieux de ce qu'il se passe et en même temps sont un peu déçus. Mais on est on même temps, il faut quand même se le dire, dans une négociation qui est unique en France et même en Europe. Connaissiez-vous, ahieurs qu'il y a des Etats qui payent des transports en commun dans la zone voisine, dans l'Etat voisin ?

Non mais s'ils le font, c'est aussi parce que cela leur permet de ne pas faire d'équipements routiers de leur côté, notamment une autoroute sud, etc. Pourtant, le canton de Genève conserve une bonne partie des impôts payés à la source par les frontaliers. Bref, certains ont l'impression qu'on tolère tout...

Bien sûr pour les équipements. Pour ce qui est de tout cela, moi, j'ai au contraire, même si l'opinion publique ne le pense pas, une relation très franche avec les Suisses, parce qu'ils me connaissent bien. Ils savent que je suis un ami de Genève, ce qui me permet en même temps de leur dire des choses assez fortes sur la détresse de la région française autour de Genève et je ne m'en prive pas.

Et vous êtes légitime puisqu'à la base de ce projet d'agglomération que vous portez depuis plus de 30 ans désormais... Je suis en effet à la base et je constate qu'il y a un an, on n'avait pas le financement français du Ceva : il y a deux ans on n'avait pas le financement



R. Borrel, président de l'ARC.

Et il a fait l'objet d'un réajustement pour l'augmentation du crédit initial, lequel a été porté à 61 % de la France, on a bouclé le financement. Les travaux autour de la gare d'Annemasse, portés par Annemasse Agglo, qui sont des travaux considérables, puisqu'il faut qu'à la fin 2010 ils soient finis pour accueillir le Ceva et tous ses passagers, sont avancés. L'Agglo s'est mobilisée et a mis beaucoup d'argent, le gros que tout ça bat son train. Évidemment que l'Agglo attend des financements suisses. L'Agglo et tous les EP CI de l'ARC attendent les financements qui viennent de Genève. Les financements belges, eux, sont en deux tranches, la première de 2017 déjà fait l'objet d'un accord et on sait très exactement quels sont les projets qui seront financés par Bernex, à un taux qui est intéressant puisque c'est 40 %, ce qui n'est quand même pas rien. Tout ça, vous n'imaginez pas que ça nous est tombé du ciel comme ça ? Il a fallu beaucoup de diplomatie et beaucoup d'heures de travail pour y par-

Je ne sais pas si ce sera les mêmes, 40 % c'est fait, beaucoup. AURA-t-on plutôt 30 % ? Moi, j'ai plutôt tendance à penser, enfin je ne vous rien dire... Quant aux 240 M €, c'est nous qui sommes allés les demander à Genève. Et c'est l'ARC qui les a obtenus pour que nous puissions surdimensionner les projets locaux à la dimension de la population transfrontalière ; c'est-à-dire qu'une agglo comme celle d'Annemasse ou Saint-Julien n'aurait jamais fait un tram s'il n'y avait pas Genève. Donc on a des dépenses qui sont au-delà de nos forces.

Du coup de gueule de C. Dupressy en parlant de l'acte d'un "cadeau à la France" ?

Absolument. Vous savez, on a besoin de changer un peu d'habitudes. Je suis un vieux de la vieille et il y a 40 ans, quand j'ai commencé la politique, on ne ressemblait qu'à l'échelle des communes ; aujourd'hui, nous sommes obligés de nous sentir élus de l'Agglo mais en même temps, il faut que l'on se sente élu de l'ARC et à l'intérieur de l'ARC, élu du Grand Genève. C'est un changement fantastique de géométrie nous comprendez. Les gens ne sont pas habitués à raisonner dans ce contexte-là.

Et pourtant ils en profitent au quotidien en franchissant la frontière pour aller travailler, habiter ou se divertir de part et d'autre de la frontière...

Oui mais les frontaliers, ça a toujours été un profil pour ceux qui le sont et pour les communes qui les abritent.

Et pour Genève également comme l'avait évoqué Bernard Gaud et d'autres élus peu de temps avant la signature du second volet du Projet d'agglomération dit qu'il fallait arrêter mais le lendemain il m'a dit n'arrêtons pas parce c'est un garçon extrêmement constructif mais je suis pas comme ça mais je ne suis pas comme ça que les autres. Je ne veux pas passer pour quelqu'un de mou mais je ne veux pas passer pour quelqu'un d'agressif vis-à-vis de gens qui sont nos voisins et avec lesquels je pense que nous construisons des choses si nous sommes en bonne intelligence. Si par contre, nous sommes sans arrêt à couteaux tirés, on ne construisait rien du tout.

Même si certains ont l'impression que les couteaux tirés sont à Genève, avec le MCG et l'UDC ?

J'essie que "ils ne soient pas assis à cause de la France, du fait de leur apporté pas des arguments. C'est pour ça que je ne veux pas être dans la presse, et je vous prie de le prendre en compte, quelqu'un qui cherche la bataille, qui provoque les Genevois et qui du même coup donne des armes au MCG. Mais je suis en même temps quelqu'un qui se bagarre pour les intérêts français.

Un marathonien...

Oui je suis plus un marathonien qu'un sprinteur ! Vous, qu'ils connaissent et côtoient depuis des années, vous comprennent-ils et vous entendent-ils vraiment ? On se tire tous et c'est très agréable. Nous sommes dans un débat où l'on essaie les uns et les autres de se comprendre. Ils amèneront bien que je les

d'heures de travail pour y parvenir. Mais Berne a quand même fait ce choix courageux qui a consisté à dire, nous développons nos villes, nos métropoles et nous en avons deux, Bâle et Genève, qui je dirais ont un pied dans le pays voisin, alors nous paierions aussi pour le pays voisin. Ils n'étaient pas obligés de le faire donc je ne veux pas cracher dans la soupe. Je pense que ce sont des projets nouveaux, difficiles et je les fais avancer, je vous assure, avec toute mon énergie et je ne suis pas tout seul : on pourrait citer Georges Deléval, Christian Dupessey et un certain nombre d'autres... Il y a beaucoup de gens qui poussent à la roue, les préfetures aussi, et on arrivera à faire quelque chose, on avancera, on avance déjà beaucoup. Mais on n'est pas au bout de nos peines.

**Cela ressemble en effet à un combat au quotidien, toujours sur ces sujets...**

Je ne vais pas appeler ça un combat mais un dialogue constructif, qui est parfois hard, oui c'est vrai. Mais si vous interrogez les Genevois, ils vous diront que les Français ont aussi parfois un discours hard. Eux sont adossés à un parti populiste puissant et ce n'est pas facile non plus pour eux. Moi, je rends hommage à leurs hommes politiques qui ont été courageux.

**Courageux mais pas en 2013 où les élections de novembre se dessinent peu à peu...**

Là, vous avez raison. Mais je ne suis pas spécialement critique vis-à-vis des Genevois qui, je trouve, se comportent comme des gens normaux avec les élections. J'étais sur les contrats avec Berne : le contrat déposé en 2012 est à l'instruction et nous aurons la réponse provisoire à la fin de cette année et définitive dans le milieu de l'année 2014. Il n'y a donc pas de raison, puisqu'ils ont voté des premières tranches de projets, ils ne votent pas les deuxièmes. Avec les mêmes taux ?

**Et pour Genève également avec le pourcentage d'impôts à la source versés par les frontaliers que les Suisses conservent ?**

Tout à fait. Donc ce n'est pas la peine de se poser la question de savoir si c'est plus utile aux uns ou plus utile aux autres ; tout le monde est gagnant dans cette affaire.

**Mais est-ce que les hommes politiques genevois le savent ?**

Je vais vous dire ce que j'ai dit à l'un de vos confrères de Genève il y a quelques jours : le partenariat entre Genève et le territoire qui est aujourd'hui celui de l'ARC a toujours été un territoire d'échanges et qu'aujourd'hui, face à la crise, Genève ne peut rien faire sans l'apport des ressources de l'Ain et de la Haute-Savoie. Et j'évoque le logement où les Suisses ont très peu construit depuis 10 ans et sont incapables d'accueillir leur population en revenus moyens, qui se retrouve de l'autre côté de la frontière. Je soulignais tout cela et je ne vois pas d'inconvénient à le dire et en particulier à le dire aux intéressés. Et je le fais très souvent. Par contre, ce que je ne veux pas, et je vous parle comme à un journaliste que je connais bien et dont je connais le sérieux, je ne veux pas que ça devienne une matière d'article à sensation. Bernard Gaud...

**Il a souvent évoqué le sujet en séance publique à la Communauté de communes du Genevois...**

Même les Suisses savent que Bernard Gaud a un tempérament volcanique. Ils le connaissent, l'estiment et lui pardonnent un certain nombre de choses mais ils me les pardonneraient moins à moi qui suis quelqu'un de plus calme et dont ils attendent une position plus conciliante, enfin ce n'est pas ça...

**Justement, faut-il continuer à l'être ? Ne devez-vous pas être plus ferme, sans pour autant fermer toutes les portes et mettre fin au Grand Genève,**

Ils aimeraient bien que je les comprenne et moi j'aimerais bien qu'ils nous comprennent. Et cet effort de compréhension, on y arrive. Moi, je suis frappé de voir à quel point chacun évolue par rapport à ses positions. L'essentiel, c'est que l'on obtienne l'application des accords signés sur le bateau et que l'on arrive à avoir les crédits qui nous permettent de faire avancer les choses. Mais je vous assure que l'on note tous les jours des progrès. Et je vous l'assure ! Vous me savez vieux politique et très habitué, si j'avais l'impression à un moment quelconque que je perds la bataille, qu'il n'y a plus de succès, que l'on n'avance plus, que l'on régresse, je le dirais, aussi bien qu'un Bernard Gaud, officiellement. Mais tant que j'ai l'impression que l'affaire avance, je ne souhaite rien dire qui soit désagréable à mes voisins parce que j'ai encore une fois pour eux de l'estime et je trouve qu'ils ont assez bien compris finalement la problématique que leur enseignant Robert Cramer il y a quelques années.

**Votre pendant côté suisse...**

Absolument ! Il a beaucoup apporté à cette cause. Vous savez, le problème est très simple. Genève a deux dimensions : c'est d'une part une grande capitale mondiale et internationale ne nous concerne que très indirectement mais l'avenir de Genève comme grande place forte dans la vie des métropoles est aujourd'hui menacé par un manque de terrains, de diversité des prix et de la main d'œuvre, etc.

**Et c'est là que l'on a une carte à jouer ?**

Ah oui ! Mon ami Cramer, je le respecte beaucoup mais s'il a eu une qualité qui dépasse les autres, et il en a un très grand nombre, c'est sa très vive intelligence. Il a compris à merveille que Genève avait besoin de la France voisine. Ce n'est ni de la philanthropie ni de l'amitié, c'est de la politique.

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR STEVE BLANC**

REYVROZ Touche pas à ma montagne !

# Le plan de carrière mis à mal

**Avec 79,1% de votes contre, la grande consultation populaire organisée par la mairie de Reyvroz n'aura pas fait dans la demi-mesure. Les habitants du village ont rejeté en masse le projet de deux entreprises de la région d'ouvrir une carrière d'agrégats dans la montagne communale. Ils préfèrent une petite hausse des impôts locaux à la détérioration — contre espèces sonnantes et trébuchantes — de leur cadre de vie**

## SENSE COSTE

**D**IX-CENT ONZE CONTRE, 99 POUR ET 4 ABSTENTIONS... La « vox populi » n'a pas fait dans le détail. Si la mairie de Reyvroz tient ses engagements « Sigardanse » et « Garrières d'Allinges » ne devraient pas faire carrière dans ce charmant village de la vallée du Brevon, sur les hauteurs de Thonon-Jeudi 20 juin, la mairie a procédé au dépouillement des 314 bulletins de vote — sur 397 électeurs inscrits — qui lui sont parvenus dans le cadre d'une grande consultation de la population. Depuis une quinzaine de jours, les électeurs étaient appelés à se prononcer sur un projet de « creusement » de la montagne à moins d'un kilomètre du centre du chef-lieu. Les promoteurs du chantier avaient posé leur devisu sur un espace de 12 hectares (13,5 hectares selon les opposants) situé sur le versant oriental du mont d'Hermone. L'exploitation des lieux devait permettre l'extraction de près de 5 millions de mètres cubes, soit environ 10 millions de tonnes sur les 30 ans de la concession. Après quoi, le créateur, ainsi nommé devant être « partiellement remboursé » de déchets inertes puis végétalisés, ne laissait plus au final que « 3 ou 4 francs versés ». Ce qui représente tout de même une falaise de 43 à 60 mètres de hauteur.

Lors d'une réunion publique organisée à la mi-mars sous la pression d'une association, « les amis de la chapelle des Pas », créée tout spécialement pour s'élever contre le projet, les deux carrières, accompagnées d'un important ardoisage de géologues, paysagistes et autres artificiers, avaient amplement tenté de rassurer la population. Selon eux, la carrière projetée devant apporter beaucoup plus de bienfaits que de nuisances à la commune. Le chantier, installé dans « un site isolé par une ligne de crête », ne serait pas visible depuis le chef-lieu de Reyvroz, très peu depuis la route, vu qu'« une partie sera cachée par le relief ». Mais il offrait un magni-



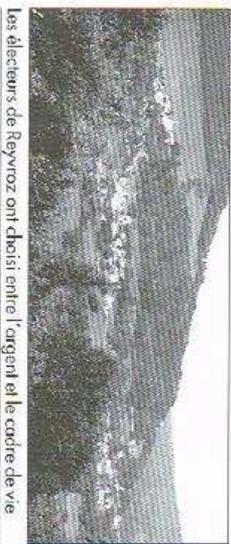
Sans commentaire...

fique spectacle aux heureux habitants de Fecettes, le village voisin à peine du lieu convoité. Quant aux us de mines, concrèges et autres transports des agrégats nécessaires à ce genre d'activité, ils devaient passer quasiment inaperçus. N'en déplaise aux « amis de la chapelle des Pas » qui avaient répondu point par point à ces allégations.

Dénouant un « projet de mesure à l'échelle de la commune » avec « une carrière 5 fois plus grande que celle de La Fréchalz » (sitée à 4 km de là) qui « sera vraiment dans la commune, juste au-dessus de la départementale et des habitations. On aura des us de mines juste au-dessus de nos têtes ».

## PAS UNE QUESTION D'ARGENT

À l'issue de cette petite — et parfois houleuse — réunion, qui faisait elle-même suite à une abondante campagne de tracts, de banderoles et une pétition rassemblant près de 500 signatures, la mairie se serait engagée auprès de l'association à organiser une consultation publique. Ce qui a donc été fait depuis le début du mois de juin.



Les électeurs de Reyvroz ont choisi entre l'argent et le cadre de vie

Hélas, malgré leurs « power/poins » bien rodés et les promesses d'un avenir paisible de pétales de roses, les avocats de la carrière n'ont vu visiblement pas convaincu grand monde. Mis à part les élus. À l'issue d'un vote à bulletin secret le mercredi 3 avril, ils seront 7 conseillers municipaux sur 10 à se déclarer favorables à l'ouverture de la montagne. Au motif que celui-ci devant générer de substantielles (et bienvenues) rentrées d'argent frais pour le budget communal. Lequel est pour l'instant bien en peine de assurer les programmes prévus, dont l'incontournable troisième tranche du réseau d'assainissement, la construction d'un bâtiment communal et autres aménagements indispensables à la vie du village. Mais les électeurs ne partagent pas leur optimisme. Malgré la petite notice jointe aux bulletins de vote et expliquant les avantages de la carrière et les risques pour les finances communales et le niveau d'imposition si celle-ci ne voyait pas le jour, les contributeurs ont voté. Ils préfèrent une petite hausse à une grande dépression. Pour eux, « ce n'est pas une question d'argent. Notre cadre de vie n'a pas de prix », avait averti l'association.

Ce serait d'ailleurs un véritable leitmotiv à Reyvroz, si l'on considère qu'une première tentative avait été rejetée par un précédent conseil voilé 20 ans. Et que plus près de nous, l'accueil écopé municipal avait déjà été sollicité pour la création d'une carrière, qui elle avait refusé d'enferme de jeu. Ainsi qu'en atteste le P.U.I. (plan local d'urbanisme) approuvé dans la lancée. Avant d'être refusé par le conseil municipal. Et comme le mercredi 4 avril, le premier édile Paul Collard avait annoncé qu'il soumettrait la décision finale à un vote consultatif de la population, il n'y a pas vraiment de raison pour que ça change. Sans surprise de dernière minute, le conseil municipal devrait continuer ce refus massif, hors de la prochaine réunion du jeudi 4 juillet.

coste@lefaucigny-lehd.com